

Art. 69. Les définitions en matière de données relatives au temps de travail qui figurent dans les réglementations visées à l'article 1^{er} et qui ne correspondent pas aux définitions contenues dans le présent arrêté, sont à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté de plein droit remplacées par les présentes définitions. Le Roi peut déterminer des dérogations aux définitions contenues dans le présent arrêté.

Des dérogations aux définitions contenues dans le présent arrêté ne sont possibles qu'après avis motivé du Comité général de Coordination près la Banque-Carrefour de la sécurité sociale et du Conseil national du travail.

Art. 70. Le présent arrêté entre en vigueur à une date déterminée par le Roi.

Art. 71. Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Art. 69. De definities inzake arbeidstijdgegevens die voorkomen in de regelingen opgesomd in artikel 1 en niet overeenstemmen met de in dit besluit opgenomen definities, worden met ingang van de inwerkingtreding van dit besluit van rechtswege vervangen door deze definities. De Koning kan afwijkingen bepalen op de in dit besluit genomen definities.

Afwijkingen op de in dit besluit genomen definities zijn slechts toegelaten na het met redenen omkleed advies van het Algemeen Coördinatiecomité bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en van de Nationale Arbeidsraad.

Art. 70. Dit besluit treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Art. 71. Onze Minister van Werkgelegenheid, Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 2010

[C — 2001/22462]

10 JUNI 2001. — Arrêté royal relatif à l'harmonisation de la sécurité sociale à l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal, qui est soumis à Votre signature a pour objet l'harmonisation de certaines dispositions légales de la sécurité sociale à l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, plus particulièrement de

— la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

— la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

— les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées le 28 juin 1971;

— la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994;

— la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971;

— l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés; et

— les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

En effet, les notions utilisées dans les réglementations sectorielles différent — généralement au niveau de la terminologie — des données relatives au temps de travail définies dans l'arrêté royal portant définition uniforme.

Afin de permettre aux secteurs d'obtenir les données nécessaires par le biais de la déclaration multifonctionnelle sans toucher à la neutralité vis-à-vis des législations actuelles, les techniques suivantes ont été mises en œuvre pour l'harmonisation de la sécurité sociale.

N. 2001 — 2010

[C — 2001/22462]

10 JUNI 2001. — Koninklijk besluit tot het in overeenstemming brengen van de sociale zekerheid met het koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt het in overeenstemming brengen van sommige wettelijke bepalingen van de sociale zekerheid met het koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, meer bepaald van

— de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

— de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;

— de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971;

— de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

— de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

— het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers; en

— de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Immers de in de sectoriële regelingen gehanteerde begrippen verschillen — meestal op terminologisch vlak — van de in het koninklijk besluit tot eenvormige definiëring bepaalde arbeidstijdgegevens.

Teneinde de sectoren toe te laten de nodige gegevens via de multifunctionele aangifte te bekomen zonder te raken aan de neutraliteit ten aanzien van de huidige wetgevingen, werd gebruik gemaakt van volgende technieken tot het in overeenstemming brengen van de sociale zekerheid.

Dans certains articles les notions sont remplacées par des notions définies de manière uniforme; dans d'autres articles, il a été opté pour la conservation des notions existantes – généralement liées à un secteur – (par exemple 'journée de travail', 'journée rémunérée'), cependant, ces notions ont été décrites par référence aux notions définies de manière uniforme. Dans ce dernier cas la législation concernée offre une description de la notion liée à un secteur qui n'est pas définie en tant que telle dans l'arrêté royal portant définition uniforme; en revanche, les éléments fondamentaux dans la description des notions le sont.

Outre le remplacement précité, la possibilité de s'écarter des notions, définies pour toute la sécurité sociale, est limitée en vue du maintien de l'uniformité, grâce à l'insertion dans les différentes législations d'une disposition portant principe général de définition uniforme pour l'application de la loi et des arrêtés d'exécution (articles 1^{er}, 3, 11, 22, 23, 2^o, 27 et 33).

Examen des articles :

CHAPITRE I^{er}. — Sécurité sociale des travailleurs salariés

Ce chapitre modifie l'article 22ter de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ainsi que les articles 1^{er}, 7, 14bis, 28, 35, 35bis et 38 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Les articles 2, 4 jusqu'à 9 de cet arrêté portent sur le remplacement des notions existantes définies de manière uniforme – sauf exception formelle (article 7) – dans l'arrêté royal portant définition uniforme ('travail effectif normal', 'horaire de travail normal du travailleur concerné', 'chômage temporaire', 'travailleur à temps plein', 'travailleur à temps partiel' et 'vacances légales').

CHAPITRE II. — Vacances annuelles des travailleurs salariés

Ce chapitre modifie les articles 3, 5, 9 jusqu'à 11, 19 et 65 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Les articles 12 jusqu'à 18 de cet arrêté remplacent les notions existantes des lois précitées par les notions 'travail effectif normal' et 'obligations de milice' lesquelles sont dorénavant définies de manière uniforme.

CHAPITRE III. — Assurance obligatoire soins de santé et indemnités pour travailleurs salariés

Les dispositions reprises dans ce chapitre modifient les articles 32, 86 et 103 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Les articles 19, 20 et 21 de cet arrêté portent sur le remplacement des notions 'cessation/rupture du contrat de travail' et 'interruption complète de la carrière professionnelle' par des notions uniformes.

CHAPITRE IV. — Accidents du travail

Ce chapitre porte sur la modification des articles 34, 36 et 37bis de la loi sur les accidents du travail.

Les articles 23, 1^o, 24 et 25 mettent la loi précitée en accord avec les notions uniformes 'travailleur à temps plein', 'personne de référence' et 'travailleur à temps partiel'.

CHAPITRE V. — Pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

Les notions utilisées dans la législation relative aux pensions ne peuvent pas être remplacées directement par des notions définies de manière uniforme.

En vue de faire parvenir au secteur les données nécessaires par le biais de la déclaration multifonctionnelle, un certain nombre de notions relatives au temps de travail ont été définies dans la législation relative aux pensions. A cette fin, un nouveau chapitre a été inséré dans l'arrêté royal n^o 50 (article 27). Ces définitions, qui s'appliquent spécifiquement au secteur des pensions, s'appuient toutes sur des notions définies de manière uniforme et seront par conséquent disponibles par le biais de la déclaration multifonctionnelle.

Les articles 26, 28 et 29 de cet arrêté mettent les notions de l'arrêté royal n^o 50 et de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 en accord avec les notions définies dans l'article 3ter de l'arrêté royal n^o 50.

In sommige artikelen worden de noties vervangen door eenvormig gedefinieerde begrippen; in andere artikelen werd geopteerd de bestaande – meestal sectorgebonden – noties te behouden (b.v. 'arbeidsdag', 'bezoldigde dag'), doch deze te omschrijven door verwijzing naar eenvormige gedefinieerde begrippen. In dit laatste geval wordt in de betrokken wetgeving een omschrijving gegeven van een sectorgebonden begrip welk op zich niet als dusdanig gedefinieerd wordt in het koninklijk besluit tot eenvormige definiëring; de 'bouwstenen' in de begripsomschrijving daarentegen wel.

Naast voormelde vervanging wordt, met het oog op het behoud van de eenvormigheid, de mogelijkheid tot afwijken van de voor de ganse sociale zekerheid gedefinieerde begrippen beperkt door in de onderscheiden wetgevingen een bepaling in te schrijven houdende een algemeen principe van eenvormige definiëring voor de toepassing van de wet en uitvoeringsbesluiten (artikelen 1, 3, 11, 22, 23, 2^o, 27 en 33).

Onderzoek van de artikelen :

HOOFDSTUK I. — Sociale zekerheid voor werknemers

Dit hoofdstuk wijzigt artikel 22ter van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en de artikelen 1, 7, 14bis, 28, 35, 35bis en 38 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

De artikelen 2, 4 tot 9 van onderhavig besluit hebben betrekking op de vervanging van bestaande noties door begrippen die – tenzij uitdrukkelijk anders vermeld (artikel 7) – eenvormig gedefinieerd worden in het koninklijk besluit tot eenvormige definiëring ('normale werkelijke arbeid', 'normaal werkrooster van de betrokken werknemer', 'tijdelijke werkloosheid', 'voltijdse werknemer', 'deeltijdse werknemer' en 'wettelijke vakantie').

HOOFDSTUK II. — Jaarlijkse vakantie van de werknemers

Dit hoofdstuk wijzigt de artikelen 3, 5, 9 tot 11, 19 en 65 van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

De artikelen 12 tot 18 van onderhavig besluit vervangen de in voornoemde wetten bestaande noties door de begrippen 'normale werkelijke arbeid' en 'militieverplichtingen', welke voortaan eenvormig gedefinieerd worden.

HOOFDSTUK III. — Verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen voor werknemers

De bepalingen opgenomen in dit hoofdstuk wijzigen de artikelen 32, 86 en 103 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

De artikelen 19, 20 en 21 van onderhavig besluit hebben betrekking op de vervanging van de noties 'beëindiging/verbreking van de arbeidsovereenkomst' en 'volledige onderbreking van de beroepsloopbaan' door eenvormige begrippen.

HOOFDSTUK IV. — Arbeidsongevallen

Dit hoofdstuk heeft betrekking op de wijziging van de artikelen 34, 36 en 37bis van de arbeidsongevallenwet.

De artikelen 23, 1^o, 24 en 25 brengen voornoemde wet in overeenstemming met de eenvormige begrippen 'voltijdse werknemer', 'maatpersoon' en 'deeltijdse werknemer'.

HOOFDSTUK V. — Rust- en overlevingspensioen voor werknemers

De in de pensioenwetgeving gehanteerde begrippen kunnen niet rechtstreeks vervangen worden door de eenvormig gedefinieerde begrippen.

Teneinde de sector de nodige gegevens via de multifunctionele aangifte te laten toekomen werden een aantal arbeidstijdbegrippen gedefinieerd in de pensioenwetgeving. Daartoe werd een nieuw hoofdstuk ingevoegd in het koninklijk besluit nr. 50 (artikel 27). Deze voor de pensioensector specifieke definities steunen stuk voor stuk op de begrippen die op eenvormige wijze gedefinieerd worden en bijgevolg beschikbaar zullen zijn via de multifunctionele aangifte.

De artikelen 26, 28 en 29 van onderhavig besluit brengen de noties in het koninklijk besluit nr. 50 en het koninklijk besluit van 23 december 1996 in overeenstemming met de in de artikel 3ter van het koninklijk besluit nr. 50 gedefinieerde begrippen.

CHAPITRE VI. — *Allocations familiales des travailleurs salariés*

Ce chapitre porte sur l'harmonisation des lois relatives aux allocations familiales des travailleurs salariés, plus particulièrement les articles 53, 59 et 77.

Outre le remplacement d'un certain nombre de notions existantes (articles 30 et 32), la législation précitée est modifiée en ce qui concerne les points suivants :

— l'article 53, § 1, 2° est remplacé dans le sens qu'aucune distinction n'est faite selon que les vacances complémentaires sont accordées par une CCT conclue au sein d'une commission paritaire ou, sur une autre base collective ou individuelle (article 30);

— l'article 53, § 1^{er}, 14° est supprimé et l'assimilation des jours d'absence pour des raisons impérieuses – par analogie aux autres réglementations sectorielles – reste limitée à dix jours par an au maximum (article 30);

— l'article 59 est modifié dans le sens qu'il n'est plus fait référence à l'occupation effective, mais à la durée du travail telle que prévue dans le contrat (article 31).

L'article 34 fixe l'entrée en vigueur à une date déterminée par le Roi.

L'article 35 désigne les ministres qui sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Il convient finalement de remarquer que le présent projet d'arrêté royal tient compte des remarques du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de votre Majesté,
les très respectueux,
et très fidèles serviteurs,
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

10 JUIN 2001. — Arrêté royal relatif à l'harmonisation de la sécurité sociale à l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 39;

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment les articles 53, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 décembre 1989 et modifié par les lois des 30 décembre 1992 et 22 février 1998 et par l'arrêté royal du 11 juin 1990, et 59, alinéa 2, remplacé par la loi du 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal n°50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment les articles 3, alinéa 1^{er}, 4°, remplacé par la loi du 5 juin 1970 et modifié par la loi du 15 mai 1984, et 15, modifié par la loi du 27 juillet 1971;

Vu la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, notamment les articles 3, alinéa 2, modifié par la loi du 28 mars 1975, 5, alinéa 3, 9, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989 et par la loi du 26 mars 1999, 10, alinéa 1^{er}, 11, 19, § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par l'arrêté royal du 18 avril 1986, et 65, § 2, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 26 mars 1999;

HOOFDSTUK VI. — *Gezinsbijslag voor werknemers*

Dit hoofdstuk heeft betrekking op het in overeenstemming brengen van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, meer bepaald de artikelen 53, 59 en 77.

Behalve de vervanging van een aantal bestaande noties (artikelen 30 en 32), wordt voormelde wetgeving gewijzigd wat betreft volgende punten :

— artikel 53, § 1, 2° wordt vervangen in de zin dat geen onderscheid gemaakt wordt naargelang de bijkomende vakantie toegekend wordt bij een C.A.O. gesloten in een paritair comité of, op een andere collectieve of individuele basis (artikel 30);

— artikel 53, § 1, 14° wordt geschrapt en de gelijkstelling van afwezigheidsdagen wegens verlof om dwingende reden blijft – naar analogie met de overige sectoriële reglementeringen – beperkt tot maximum tien dagen per jaar (artikel 30);

— artikel 59 wordt gewijzigd in de zin dat niet meer verwezen wordt naar effectieve tewerkstelling, doch naar de arbeidsduur zoals voorzien in de overeenkomst (artikel 31).

Artikel 34 stelt de inwerkingtreding van het besluit vast op een door de Koning te bepalen datum.

Artikel 35 duidt de ministers aan welke belast worden met de uitvoering van dit besluit.

Er wordt tenslotte opgemerkt dat in dit ontwerp van koninklijk besluit rekening werd gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

10 JUNI 2001. — Koninklijk besluit tot het in overeenstemming brengen van de sociale zekerheid met het koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 39;

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op de artikelen 53, § 1, vervangen bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij de wetten van 30 december 1992 en 22 februari 1998 en bij koninklijk besluit van 11 juni 1990, en 59, tweede lid, vervangen bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op de artikelen 3, eerste lid, 4°, vervangen bij de wet van 5 juni 1970 en gewijzigd bij de wet van 15 mei 1984, en 15, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971;

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, inzonderheid op de artikelen 3, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 28 maart 1975, 5, derde lid, 9, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1989 en bij de wet van 26 maart 1999, 10, eerste lid, 11, 19, § 1, tweede lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 april 1986, en 65, § 2, eerste lid, vervangen bij de wet van 26 maart 1999;

Vu la loi du 10 avril 1974 sur les accidents du travail, notamment les articles 34, modifié par la loi du 25 janvier 1999, 36, § 2 et 37bis, inséré par l'arrêté royal n°39 du 31 mars 1982;

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment les articles 1^{er}, 7, 14bis, remplacé par la loi du 1^{er} août 1985, 28, 35, § 1^{er}, remplacé par la loi du 26 mars 1999, 35bis, inséré par la loi du 20 juillet 1990, 38, § 3, 8°, remplacé par l'arrêté royal du 28 septembre 1982 et modifié par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989, et 38, § 3, alinéa 3, inséré par l'arrêté royal du 30 septembre 1983;

Vu l'arrêté royal n°213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction, notamment l'article 5;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire maladie et invalidité, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment les articles 32, alinéa 1^{er}, 1°, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1997, 86, § 1^{er}, 1°, a), et 103, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 8, § 7, 3°;

Vu l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

Vu l'avis du Conseil national du travail, donné le 10 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 novembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mars 1999;

Vu la délibération du Conseil des Ministres le 26 mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 12 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi, de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Sécurité sociale des travailleurs salariés

Article 1^{er}. Dans la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, tel qu'elle a été modifiée ce jour, il est inséré un article 3bis, rédigé comme suit :

« Art. 3bis. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, les définitions des données relatives au temps de travail sont celles déterminées par l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. »

Art. 2. A l'article 22ter de la même loi, inséré par la loi du 22 décembre 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « prestations » est remplacé par les mots « leur travail effectif normal »;

2° le mot « horaires » est remplacé par les mots « horaires de travail normaux des travailleurs concernés »;

3° les mots « travail à temps plein » sont remplacés par les mots « travail en qualité de travailleur à temps plein ».

Art. 3. Dans l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, il est inséré un § 1^{er}bis, rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, les définitions des données relatives au temps de travail sont celles déterminées par l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. »

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1974, inzonderheid op de artikelen 34, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, 36, § 2 en 37bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op de artikelen 1, 7, 14bis, vervangen bij de wet van 1 augustus 1985, 28, 35, § 1, vervangen bij de wet van 26 maart 1999, 35bis, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1990, 38, § 3, 8° vervangen bij het koninklijk besluit van 28 september 1982 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1989, en 38, § 3, derde lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 september 1983;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 32, eerste lid, 1°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1997, 86, § 1, 1°, a), en 103, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 8, § 7, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 10 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 november 1998;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 25 maart 1999;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 26 maart 1999 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 mei 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid, van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Sociale zekerheid voor werknemers

Artikel 1. In de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zoals tot op heden gewijzigd, wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidende :

« Art. 3bis. Voor de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten gelden de definities van de arbeidstijdgegevens zoals vastgesteld bij koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

Art. 2. In artikel 22ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « prestaties » wordt vervangen door de woorden « normale werkelijke arbeid »;

2° het woord « werkroosters » wordt vervangen door de woorden « normale werkroosters van de betrokken werknemers »;

3° de woorden « voltijdse arbeid » worden vervangen door de woorden « arbeid als voltijdse werknemer ».

Art. 3. In artikel 1 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers wordt een § 1bis ingevoegd, luidende :

« § 1bis. Voor de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten gelden de definities van de arbeidstijdgegevens zoals vastgesteld bij koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

Art. 4. Dans l'article 7 de la même loi, les mots « en chômage partiel » sont remplacés par les mots « en chômage temporaire ».

Art. 5. A l'article 14bis de la même loi, remplacé par la loi du 1^{er} août 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte néerlandais les mots « werknemers betreft die deeltijds zijn tewerkgesteld » sont remplacés par les mots « deeltijdse werknemers betreft »;

2° dans le texte néerlandais les mots « werknemers betreft die voltijds zijn tewerkgesteld » sont remplacés par les mots « voltijdse werknemers betreft »;

3° les mots « travail à temps plein » sont remplacés par les mots « travail effectué par des travailleurs à temps plein »;

4° les mots « travail à temps partiel » sont remplacés par les mots « travail effectué par des travailleurs à temps partiel ».

Art. 6. Dans le texte néerlandais de l'article 28 de la même loi, les mots « werknemers met een onvolledige dienstbetrekking » sont remplacés par les mots « deeltijdse werknemers ».

Art. 7. A l'article 35, § 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 26 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 2° le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 9 de l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce que l'on entend par travailleurs à temps plein qui effectuent des prestations complètes et par premier, deuxième et troisième plafond salarial, ces plafonds pouvant être différents selon la catégorie de travailleurs visée au paragraphe 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, majorer le montant de 29 706 francs belges mentionné à l'alinéa 1^{er}, ii) et iii), sans qu'il puisse toutefois dépasser 37 706 francs belges. »;

2° dans le 4° le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux articles 9 et 10 de l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce que l'on entend par travailleurs à temps plein effectuant des prestations incomplètes, par travailleurs à temps partiel, par seuil minimum de prestations de travail et par augmentation proportionnelle et uniforme. »

Art. 8. Dans l'article 35bis, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 1990, les mots « d'heures de travail ou de journées de travail » sont remplacés par les mots « heures ou journées visées à l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ».

Art. 9. A l'article 38, § 3, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 8°, remplacé par l'arrêté royal du 28 septembre 1982 et modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1989 et 29 mars 1999, les mots « vacances annuelles » sont remplacés par les mots « vacances légales »;

2° dans l'alinéa 3, inséré par l'arrêté royal du 30 septembre 1983, les mots « les travailleurs dont le travail est suspendu pour cause de maladie ou d'accident, pour autant que la durée de la suspension n'excède pas 12 mois, de repos de grossesse ou d'accouchement, de chômage partiel ou temporaire et de rappel sous les drapeaux » sont remplacés par les mots « les travailleurs dont le travail est suspendu pour une cause légitime conformément aux dispositions du titre I^{er}, chapitre III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à l'exception des travailleurs en interruption complète de la carrière professionnelle ».

Art. 10. L'article 5, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction est abrogé.

Art. 4. In artikel 7 van dezelfde wet worden de woorden « gedeeltelijk werkloos » vervangen door de woorden « tijdelijk werkloos ».

Art. 5. In artikel 14bis van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 1 augustus 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « werknemers betreft die deeltijds zijn tewerkgesteld » worden vervangen door de woorden « deeltijdse werknemers betreft »;

2° de woorden « werknemers betreft die voltijds zijn tewerkgesteld » worden vervangen door de woorden « voltijdse werknemers betreft »;

3° de woorden « voltijdse tewerkstelling » worden vervangen door de woorden « tewerkstelling van voltijdse werknemers »;

4° de woorden « deeltijdse tewerkstelling » worden vervangen door de woorden « tewerkstelling van deeltijdse werknemers ».

Art. 6. In artikel 28 van dezelfde wet worden de woorden « werknemers met een onvolledige dienstbetrekking » vervangen door de woorden « deeltijdse werknemers ».

Art. 7. In art. 35, § 1, van dezelfde wet, vervangen door de wet van 26 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de 2° wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« In afwijking van artikel 9 van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bepaalt de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit wat men verstaat onder voltijdse werknemers met volledige prestaties en onder de eerste, tweede en derde loongrenzen waarbij deze grenzen kunnen verschillen naargelang de categorie van werknemers als bedoeld in paragraaf 1. De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, het bedrag van 29 706 Belgische frank vermeld in het eerste lid, ii) en iii) verhogen, zonder dat dit evenwel hoger mag zijn dan 37 706 Belgische frank. »;

2° in de 4° wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« In afwijking van de artikelen 9 en 10 van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bepaalt de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit wat men verstaat onder voltijdse werknemers met onvolledige prestaties en deeltijdse werknemers, ondergrens inzake arbeidsprestatie, proportionele en uniforme toeslag. »

Art. 8. In artikel 35bis, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 1990, worden de woorden « arbeidsuren of arbeidsdagen » vervangen door de woorden « uren of dagen, bedoeld in artikel 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders ».

Art. 9. In artikel 38, § 3, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 8°, vervangen bij het koninklijk besluit van 28 september 1982 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1989 en 29 maart 1999, worden de woorden « jaarlijkse vakantie » vervangen door de woorden « wettelijke vakantie »;

2° in het derde lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 september 1983, worden de woorden « de werknemers wier arbeid geschorst is wegens ziekte of ongeval, voor zover de schorsing niet meer dan 12 maanden belooft, rust bij zwangerschap of bevalling, gedeeltelijke of toevallige werkloosheid en wederoproeping onder de wapens » vervangen door de woorden « de werknemers wiens arbeid geschorst is om een wettige oorzaak overeenkomstig de bepalingen van titel I, hoofdstuk III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met uitzondering van de werknemers in volledige beroepsloopbaanonderbreking ».

Art. 10. Artikel 5, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren wordt opgeheven.

CHAPITRE II. — *Vacances annuelles des travailleurs salariés*

Art. 11. Un article *2bis*, rédigé comme suit, est inséré dans les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971 :

« Art. *2bis*. Pour l'application des présentes lois coordonnées et de ses arrêtés d'exécution, les définitions des données relatives au temps de travail sont celles déterminées par l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. »

Art. 12. Dans l'article 3, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 28 mars 1975, les mots « jours de travail effectif » sont remplacés par les mots « jours de travail effectif normal ».

Art. 13. Dans l'article 5, alinéa 3, des mêmes lois coordonnées, les mots « obligations militaires » sont remplacés par les mots « obligations de milice ».

Art. 14. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, des mêmes lois coordonnées, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1989 et la loi du 26 mars 1999, les mots « jours de travail effectif » sont remplacés par les mots « jours de travail effectif normal ».

Art. 15. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, des mêmes lois coordonnées, les mots « travail effectif » sont remplacés par les mots « jours de travail effectif normal ».

Art. 16. Dans l'article 11 des mêmes lois coordonnées, les mots « jours de travail effectif » sont remplacés par les mots « jours de travail effectif normal ».

Art. 17. Dans l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, remplacé par l'arrêté royal du 18 avril 1986, les mots « aux jours assimilés qui résultent de la grève et des assimilations pour obligations militaires » sont remplacés par les mots « aux jours assimilés par suite de grève et d'obligations de milice ».

Art. 18. Dans l'article 65, § 2, alinéa 1^{er}, des mêmes lois coordonnées, remplacé par la loi du 26 mars 1999, les mots « jours assimilés autres que ceux résultant des obligations militaires et de la grève » sont remplacés par les mots « jours assimilés autres que les jours par suite d'obligations de milice et de grève ».

CHAPITRE III. — *Assurance obligatoire soins de santé et indemnités pour travailleurs salariés*

Art. 19. Dans l'article 32, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par l'arrêté royal du 18 février 1997, les mots « due à la suite de la rupture irrégulière d'un engagement, survenue à partir du 1^{er} juillet 1970, » sont remplacés par les mots « due à la suite de la rupture irrégulière du contrat de travail, de la rupture unilatérale du contrat de travail pour les délégués du personnel, de la rupture unilatérale du contrat de travail pour les délégués syndicaux ou de la cessation du contrat de travail de commun accord, ».

Art. 20. Dans l'article 86, § 1^{er}, 1°, a), de la même loi, les mots « due à la suite de la rupture irrégulière d'un engagement, survenue à partir du 1^{er} juillet 1970, » sont remplacés par les mots « due à la suite de la rupture irrégulière du contrat de travail, de la rupture unilatérale du contrat de travail pour les délégués du personnel, de la rupture unilatérale du contrat de travail pour les délégués syndicaux ou de la cessation du contrat de travail de commun accord, ».

HOOFDSTUK II. — *Jaarlijkse vakantie van de werknemers*

Art. 11. In de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidende :

« Art. *2bis*. Voor de toepassing van deze gecoördineerde wetten en de uitvoeringsbesluiten ervan gelden de definities van de arbeidstijdgegevens zoals vastgesteld bij koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

Art. 12. In artikel 3, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 28 maart 1975, worden de woorden « de effectief gewerkte dagen » vervangen door de woorden « de dagen normale werkelijke arbeid ».

Art. 13. In artikel 5, derde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden « militaire verplichtingen » vervangen door het woord « militieverplichtingen ».

Art. 14. In artikel 9, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1989 en de wet van 26 maart 1999, worden de woorden « werkelijk gewerkte dagen » vervangen door de woorden « dagen normale werkelijke arbeid ».

Art. 15. In artikel 10, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden « werkelijke arbeid » vervangen door de woorden « dagen normale werkelijke arbeid ».

Art. 16. In artikel 11 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden « werkelijke arbeidsdagen » vervangen door de woorden « dagen normale werkelijke arbeid ».

Art. 17. In artikel 19, § 1, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 april 1986, worden de woorden « voor de gelijkgestelde dagen die voortvloeien uit de staking en van de gelijkstellingen wegens militaire verplichtingen » vervangen door de woorden « voor de gelijkgestelde dagen ingevolge staking en militieverplichtingen ».

Art. 18. In artikel 65, § 2, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, vervangen bij de wet van 26 maart 1999, worden de woorden « de andere gelijkgestelde dagen dan die welke het gevolg zijn van militaire verplichtingen en van staking » vervangen door de woorden « de andere gelijkgestelde dagen dan de dagen ingevolge militieverplichtingen en staking ».

HOOFDSTUK III. — *Verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen voor werknemers*

Art. 19. In artikel 32, eerste lid, 1°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 februari 1997, worden de woorden « welke verschuldigd is ingevolge de onregelmatige verbreking van een overeenkomst, ingetreden vanaf 1 juli 1970 », vervangen door de woorden « welke verschuldigd is naar aanleiding van de onregelmatige beëindiging van de arbeidsovereenkomst, de eenzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst voor personeelsafgevaardigden, de eenzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst voor syndicale afgevaardigden of de beëindiging van de arbeidsovereenkomst in gemeenschappelijk akkoord, ».

Art. 20. In artikel 86, § 1, 1°, a), van dezelfde wet worden de woorden « welke verschuldigd is ingevolge de onregelmatige verbreking van een overeenkomst, ingetreden vanaf 1 juli 1970 », vervangen door de woorden « welke verschuldigd is naar aanleiding van de onregelmatige beëindiging van de arbeidsovereenkomst, de eenzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst voor personeelsafgevaardigden, de eenzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst voor syndicale afgevaardigden of de beëindiging van de arbeidsovereenkomst in gemeenschappelijk akkoord, ».

Art. 21. A l'article 103, § 1^{er}, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 3° est remplacé par le texte suivant :

« 3° pour la période pour laquelle il peut prétendre à une indemnité due à la suite de la rupture irrégulière du contrat de travail, de la rupture unilatérale du contrat de travail pour les délégués du personnel, de la rupture unilatérale du contrat de travail pour les délégués syndicaux ou de la cessation du contrat de travail de commun accord; »;

2° le point 7° est remplacé par le texte suivant :

« 7° pour la période pendant laquelle il peut faire appel à une allocation d'interruption en cas d'interruption de carrière complète; ».

Art. 22. Un article 137bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi coordonnée :

« Art. 137bis. Les définitions des données relatives au temps de travail dans la relation entre l'employeur et le travailleur sont celles déterminées par l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme des notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, pour l'application des dispositions de la loi coordonnée et de ses arrêtés et règlements d'exécution »

CHAPITRE IV. — *Accidents du travail*

Art. 23. A l'article 34 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2, modifié par la loi du 25 janvier 1999, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La période de référence n'est complète que si le travailleur a effectué durant toute l'année des prestations en tant que travailleur à temps plein. »;

2° l'alinéa 3, inséré par l'arrêté royal du 22 avril 1985 et abrogé par la loi du 25 janvier 1999, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Pour l'application de la présente section et ses arrêtés d'exécution, les définitions des données relatives au temps de travail sont celles déterminées par l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. »

Art. 24. Dans l'article 36, § 2, de la même loi, les mots « des travailleurs appartenant à la même catégorie professionnelle » sont remplacés par les mots « des personnes de référence ».

Art. 25. Dans l'article 37bis de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 39 du 31 mars 1982, les mots « travail à temps partiel » sont chaque fois remplacés par les mots « en qualité de travailleur à temps partiel ».

CHAPITRE V. — *Pension de retraite et de survie des travailleurs salariés*

Art. 26. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, remplacé par la loi du 5 juin 1970 et modifié par la loi du 15 mai 1984, les mots « périodes d'occupation » sont remplacés par les mots « périodes de travail ».

Art. 27. Il est inséré dans le même arrêté un chapitre I^{er}bis, rédigé comme suit :

« Chapitre I^{er}bis. — *Notions*

Art. 3ter. Pour l'application du présent arrêté, de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 pris en exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° « occupation en qualité de travailleur salarié » :

a) les jours ou les heures pendant lesquels le travailleur a accompli un travail effectif normal;

b) les jours ou les heures pendant lesquels le travailleur a accompli un travail adapté avec perte de salaire ou un autre travail avec perte de salaire;

Art. 21. In artikel 103, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° voor de periode waarvoor hij aanspraak kan maken op een vergoeding welke verschuldigd is naar aanleiding van de onregelmatige beëindiging van de arbeidsovereenkomst, de eenzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst voor personeelsafgevaardigden, de eenzijdige beëindiging van de arbeidsovereenkomst voor syndicale afgevaardigden of de beëindiging van de arbeidsovereenkomst in gemeenschappelijk akkoord; »;

2° het punt 7° wordt vervangen als volgt :

« 7° voor de periode waarvoor hij aanspraak kan maken op een onderbrekingsuitkering wegens volledige beroepsloopbaanonderbreking; ».

Art. 22. In dezelfde gecoördineerde wet wordt een artikel 137bis ingevoegd, luidende :

« Art. 137bis. Voor de toepassing van deze gecoördineerde wet en de uitvoeringsbesluiten en verordeningen ervan gelden in de relatie tussen de werkgever en de werknemer de definities van de arbeidstijdgegevens zoals vastgesteld bij koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van de begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

HOOFDSTUK IV. — *Arbeidsongevallen*

Art. 23. In artikel 34 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, wordt vervangen als volgt :

« De referteperiode is maar volledig, wanneer de werknemer gedurende het ganse jaar arbeid heeft verricht als een voltijdse werknemer. »;

2° het derde lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 april 1985 en opgeheven bij de wet van 25 januari 1999, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Voor de toepassing van deze afdeling en haar uitvoeringsbesluiten gelden de definities van de arbeidstijdgegevens zoals vastgesteld bij koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van de begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

Art. 24. In artikel 36, § 2, van dezelfde wet worden de woorden « van de werknemers met dezelfde beroepskwalificatie » vervangen door de woorden « van de maatpersonen ».

Art. 25. In artikel 37bis van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982, worden de woorden « voor deeltijdse arbeid » telkens vervangen door de woorden « als deeltijdse werknemer ».

HOOFDSTUK V. — *Rust- en overlevingspensioen voor werknemers*

Art. 26. In artikel 3, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, vervangen bij de wet van 5 juni 1970 en gewijzigd bij de wet van 15 mei 1984, worden de woorden « perioden van tewerkstelling » vervangen door het woord « arbeidsperioden ».

Art. 27. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk Ibis ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk Ibis. — *Begrippen*

Art. 3ter. Voor de toepassing van dit besluit, de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn, het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en de uitvoeringsbesluiten, wordt verstaan onder :

1° « tewerkstelling als werknemer » :

a) de dagen of uren waarop de werknemer normale werkelijke arbeid verrichtte;

b) de dagen of uren waarop de werknemer aangepaste arbeid met loonverlies of andere arbeid met loonverlies verrichtte;

c) les jours ou les heures pendant lesquels le travailleur n'a pas accompli un travail mais pour lesquels il avait droit à une rémunération sur laquelle les cotisations, visées au présent arrêté, ont été retenues;

d) les jours ou les heures pendant lesquels le travailleur n'a pas accompli du travail mais qui sont assimilés à des périodes de travail conformément ou en vertu des lois et arrêtés précités;

2° « journées de travail » :

a) les jours ou les heures pendant lesquels le travailleur a accompli un travail effectif normal;

b) les jours ou les heures pendant lesquels le travailleur a accompli un travail adapté avec perte de salaire ou un autre travail avec perte de salaire;

c) les jours ou les heures pendant lesquels le travailleur n'a pas accompli du travail mais pour lesquels il avait droit à une rémunération sur laquelle les cotisations, visées au présent arrêté, ont été retenues;

3° « période de travail » :

a) la période pendant laquelle le travailleur a accompli, pour les jours ou les heures mentionnés, un travail effectif normal;

b) la période pendant laquelle le travailleur a accompli, pour les jours ou les heures mentionnés, un travail adapté avec perte de salaire ou un autre travail avec perte de salaire;

c) la période pendant laquelle le travailleur, pour les jours ou les heures mentionnés, n'a pas accompli du travail mais pour lesquels il avait droit à une rémunération sur laquelle les cotisations, visées au présent arrêté, ont été retenues;

4° « journées d'inactivité » : les jours ou les heures pendant lesquels le travailleur n'a pas accompli un travail effectif normal, un travail adapté avec perte de salaire ou un autre travail avec perte de salaire et pour lesquels il n'a pas perçu de rémunération ou tout autre avantage y assimilé par le présent arrêté;

5° « période d'inactivité » : la période, le cas échéant exprimé en jours ou heures, pendant laquelle le travailleur n'a pas accompli un travail effectif normal, un travail adapté avec perte de salaire ou un autre travail avec perte de salaire et pendant laquelle il n'a pas perçu de rémunération ou tout autre avantage y assimilé par le présent arrêté;

6° « occupation habituelle et en ordre principal » : l'occupation en qualité de travailleur salarié qui, par année civile, correspond à un tiers au moins des prestations de la personne de référence.

Le Roi détermine, pour l'application de la présente disposition, ce qu'il y a lieu d'entendre par cette notion :

a) pour les années d'occupation antérieures à l'année 1992;

b) pour les catégories spécifiques de personnes auxquelles le présent arrêté est applicable.

7° « régime de travail à temps plein » : le régime de travail pendant lequel sont accomplies des prestations de travail qui correspondent aux prestations de travail d'un travailleur à temps plein.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour les années antérieures au 1^{er} janvier 1992, ce qu'il y a lieu d'entendre par cette notion pour ce qui concerne l'application des règles en matière de :

a) droit minimum par année de carrière;

b) durée de la carrière requise pour l'ouverture du droit à la pension anticipée.

8° « travail à temps partiel » : les prestations correspondant aux prestations accomplies par un travailleur à temps partiel;

Pour l'application des lois et arrêtés mentionnés à l'alinéa 1^{er} et des arrêtés d'exécution, les définitions citées ci-dessus et les définitions des données relatives au temps de travail telles que déterminées par l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions sont d'application, sous réserve des modalités spécifiques prévues par ces lois et arrêtés. »

Art. 28. A l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1971, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est abrogé;

2° dans le 2°, le mot « occupation » est remplacé par les mots « période de travail ».

c) de dagen of uren waarop de werknemer geen arbeid verrichtte maar waarvoor hij recht had op loon waarop de bijdragen, voorzien in dit besluit, werden ingehouden;

d) de dagen of uren waarop de werknemer geen arbeid verrichtte maar die overeenkomstig of krachtens de hiervoor vermelde wetten en besluiten worden gelijkgesteld met arbeidsperioden;

2° « arbeidsdagen » :

a) de dagen of uren waarop de werknemer normale werkelijke arbeid verrichtte;

b) de dagen of uren waarop de werknemer aangepaste arbeid met loonverlies of andere aangepaste arbeid met loonverlies verrichtte;

c) de dagen of uren waarop de werknemer geen arbeid verrichtte maar waarvoor hij recht had op loon waarop de bijdragen, voorzien in dit besluit, werden ingehouden;

3° « arbeidsperiode » :

a) de periode waarin de werknemer voor de vermelde dagen of uren normale werkelijke arbeid verrichtte;

b) de periode waarin de werknemer voor de vermelde dagen of uren aangepaste arbeid met loonverlies of andere aangepaste arbeid met loonverlies verrichtte;

c) de periode waarin de werknemer voor de vermelde dagen of uren geen arbeid verrichtte maar waarvoor hij recht had op loon waarop de bijdragen, voorzien in dit besluit, werden ingehouden;

4° « dagen van inactiviteit » : de dagen of uren waarop de werknemer geen normale werkelijke arbeid, geen aangepaste arbeid met loonverlies of andere arbeid met loonverlies verrichtte en waarvoor hij geen loon of andere bij dit besluit als dusdanig beschouwde voordelen ontving;

5° « periode van inactiviteit » : de periode, desgevallend uitgedrukt in dagen of uren, waarin de werknemer geen normale werkelijke arbeid, geen aangepaste arbeid met loonverlies of andere arbeid met loonverlies verrichtte en waarvoor hij geen loon of andere bij dit besluit als dusdanig beschouwde voordelen ontving;

6° « gewoonlijke en hoofdzakelijke tewerkstelling » : de tewerkstelling als werknemer die per kalenderjaar overeenkomt met minstens één derde van de prestaties van de maatpersoon.

De Koning bepaalt, voor de toepassing van deze bepaling, wat hieronder moet worden verstaan :

a) voor de jaren van tewerkstelling gelegen vóór het jaar 1992,

b) voor de speciale categorieën van personen die onderworpen zijn aan de toepassing van dit besluit.

7° « voltijdse arbeidsregeling » : de arbeidsregeling waarbij prestaties worden verricht die overeenkomen met de prestaties verricht door een voltijdse werknemer.

De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit, voor de jaren gelegen vóór 1 januari 1992, wat hieronder moet worden verstaan voor de toepassing van de regels inzake :

a) het minimumrecht per loopbaanjaar,

b) de loopbaanduur vereist voor de opening van het recht op vervroegd pensioen.

8° « deeltijdse arbeid » : de prestaties die overeenkomen met de prestaties verricht door een deeltijdse werknemer;

Voor de toepassing van de in het eerste lid vermelde wetten en besluiten en de uitvoeringsbesluiten gelden, onverminderd de bij deze wetten en besluiten voorziene bijzondere modaliteiten, hoger vermelde definities en de definities van de arbeidstijdgegevens zoals vastgesteld bij koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 houdende modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

Art. 28. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt opgeheven;

2° in het 2° wordt het woord « tewerkstelling » vervangen door het woord « arbeidsperiode ».

Art. 29. Dans l'article 8, § 7, 3°, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 pris en exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, les mots « la durée du travail » sont remplacés par les mots « la durée de l'occupation ».

CHAPITRE VI. — *Allocations familiales des travailleurs salariés*

Art. 30. L'article 53, § 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, remplacé par la loi du 22 décembre 1989 et modifié par les lois du 30 décembre 1992 et 22 février 1998 et par l'arrêté royal du 11 juin 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour l'application des présentes lois, le travailleur est considéré, s'il y a lieu, comme étant au travail durant :

- 1° le repos compensatoire;
- 2° les vacances légales, les vacances en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire et les vacances complémentaires;
- 3° les jours fériés et les jours de remplacement;
- 4° les périodes d'accomplissement d'obligations de milice, parce qu'il

a) répond à un appel normal ou un rappel normal sous les armes; le Roi détermine, sur la proposition des Ministres de l'Intérieur et de la Défense nationale et du Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions, quels sont les appels et rappels normaux;

b) est maintenu sous les armes en application de l'article 71 des lois sur la milice;

c) répond à un rappel sous les armes par mesure disciplinaire;

d) répond à une affectation à une unité d'intervention de la protection civile ou à des tâches d'utilité publique au sein d'organismes de droit public ou privé ou à un rappel par mesure disciplinaire en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;

e) est maintenu en service en application du régime disciplinaire relatif aux objecteurs de conscience affectés à la protection civile ou à des organismes de droit public ou de droit privé;

5° les périodes au cours desquelles aucune prestation de travail n'a été fournie en raison de grève ou de lock-out et les jours sans maintien de la rémunération au cours desquelles aucune prestation de travail n'a été fournie pour des motifs d'obligations civiques ou missions syndicales;

6° les périodes de chômage qui ne donnent pas droit aux allocations de chômage, parce qu'il bénéficie d'une indemnité pour cause de cessation ou de rupture du contrat de travail;

7° les périodes pour lesquelles le travailleur, en raison de son incapacité de travail,

a) a droit à la rémunération journalière garantie, la rémunération garantie première ou deuxième semaine ou à la rémunération mensuelle garantie;

b) était absent sans salaire par suite du jour de carence;

c) avec complément ou avance de complément conformément à la convention collective de travail n° 12bis ou n° 13bis;

8° les périodes de chômage temporaire suite à la fermeture de l'entreprise en raison de vacances annuelles, vacances en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire ou en raison du repos compensatoire dans le cadre d'une réduction de la durée de travail;

9° les périodes au cours desquelles il a exercé des fonctions de juge social;

10° les jours au cours desquels il doit se soumettre à un examen médical imposé par ou en vertu de la législation sociale ou par une décision judiciaire;

11° les périodes pour lesquelles il a droit à réparation en application de l'article 37 des lois relatives à la réparation des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970;

Art. 29. In artikel 8, § 7, 3°, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels worden de woorden « de arbeidsduur » vervangen door de woorden « de duur van de tewerkstelling ».

HOOFDSTUK VI. — *Gezinsbijslag voor werknemers*

Art. 30. Artikel 53, § 1, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, vervangen bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij de wetten van 30 december 1992 en 22 februari 1998 en bij het koninklijk besluit van 11 juni 1990, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor de toepassing van deze wetten wordt de werknemer, indien het nodig is, beschouwd als zijnde tewerkgesteld, gedurende :

1° de inhaalrust;

2° de wettelijke vakantie, de vakantie krachtens algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst en de bijkomende vakantie;

3° de feestdagen en vervangingsdagen;

4° de periodes voor het vervullen van militieverplichtingen omdat hij :

a) gevolg geeft aan een normale oproeping of wederoproeping onder de wapens; de Koning bepaalt op de voordracht van de Ministers van Binnenlandse Zaken en Landsverdediging en van de Minister die de Sociale Voorzorg in zijn bevoegdheid heeft, welke de normale oproepingen en wederoproeping zijn;

b) onder de wapens wordt gehouden bij toepassing van artikel 71 van de dienstplichtwetten;

c) gevolg geeft aan een wederoproeping onder de wapens bij wijze van tuchtmaatregel;

d) gevolg geeft aan een aanwijzing voor een interventie-eenheid van de civiele bescherming of voor taken van openbaar nut bij publiekrechtelijke of privaatrechterlijke organen of aan een disciplinaire wederoproeping, bij toepassing van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;

e) in dienst wordt gehouden bij toepassing van de tuchtregeling betreffende de gewetensbezwaarden die bij de civiele bescherming zijn ingedeeld of bij publiekrechtelijke of privaatrechterlijke organen zijn aangewezen;

5° de periodes in de loop waarvan geen arbeidsprestatie is geleverd wegens staking of lock-out en de dagen zonder behoud van loon gedurende welke geen arbeidsprestatie is geleverd voor het vervullen van burgerplichten of syndicale opdrachten;

6° de periodes van werkloosheid waarvoor geen aanspraak op werkloosheidsuitkering bestaat omdat hij gerechtigd is op een vergoeding wegens beëindiging of verbreking van de arbeidsovereenkomst;

7° de periodes waarvoor de werknemer wegens arbeidsongeschiktheid,

a) recht heeft op gewaarborgd dagloon, gewaarborgd loon eerste of tweede week of gewaarborgd maandloon;

b) afwezig was zonder loon ingevolge de carensdag;

c) met aanvulling of aanvulling-voorschot overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12bis of nr. 13bis;

8° de periodes van tijdelijke werkloosheid ingevolge sluiting van de onderneming wegens jaarlijkse vakantie, vakantie krachtens een algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst of wegens inhaalrust in het kader van een arbeidsduurvermindering;

9° de periodes in de loop waarvan hij de functie van rechter in sociale zaken heeft uitgeoefend;

10° de dagen in de loop waarvan hij een geneeskundig onderzoek ondergaat, hem opgelegd door of krachtens de sociale wetgeving of door een gerechtelijke beslissing;

11° de periodes waarvoor hij recht heeft op schadeloosstelling met toepassing van artikel 37 van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970;

12° les périodes pour lesquelles il bénéficie d'une allocation d'attente allouée aux ouvriers mineurs licenciés pour fermeture d'entreprise, à charge du budget du Ministère des Affaires économiques;

13° les jours d'absence non rémunérés autorisés pour des raisons impérieuses, qu'ils soient accordés en une ou plusieurs fois. L'assimilation est toutefois limitée à dix jours par an au maximum, qu'ils soient accordés en une ou plusieurs fois. »

Art. 31. L'article 59, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, remplacé par la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent article, un travailleur à temps partiel est considéré comme ayant en ordre principal la qualité de travailleur salarié lorsque la durée hebdomadaire de travail moyenne contractuelle du travailleur équivaut à la moitié au moins de la durée hebdomadaire de travail moyenne de la personne de référence. »

Art. 32. L'article 77 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois du 27 mars 1951, 30 juin 1981, 1^{er} août 1985, 22 février 1998 et 10 juin 1998 et par les arrêtés royaux du 10 avril 1957, 25 octobre 1960, 13 septembre 1983, 31 mars 1987 et 21 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 77. Sauf dans l'éventualité prévue par l'article 78, tout employeur affilié à une caisse de compensation libre, agréée en vertu de l'article 19, à une caisse spéciale dont il est question à l'article 31, ou à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, est tenu de verser pour chaque personne non assujettie à la législation sur la sécurité sociale des travailleurs salariés, des ouvriers mineurs et assimilés ou des marins de la marine marchande qu'il occupe au travail en vertu d'un contrat de travail, une cotisation de 122 F par jour de travail effectif normal.

Sont assimilées à des heures de travail effectivement fournies les heures qui seraient habituellement prestées au cours des jours qui donnent lieu à assimilations conformément à l'alinéa 3.

Aux jours de travail effectif normal, il y a lieu d'assimiler, pour l'application du présent article :

a) les jours pendant lesquels aucune prestation de travail n'a été fournie pendant six mois pour cause de maladie ou d'accident;

b) le repos compensatoire;

c) les vacances légales, les vacances en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire et les vacances complémentaires;

d) les jours fériés et les jours de remplacement;

e) les jours pour lesquels un salaire est payé.

Le Roi peut compléter l'énumération donnée à l'alinéa 3. »

Art. 33. Un article 173septies, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

« Art. 173septies. Pour l'application des présentes lois coordonnées, les définitions des données relatives au temps de travail sont celles déterminées par l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. »

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur à une date déterminée par le Roi.

Art. 35. Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

12° de periodes waarvoor hij op een wachtvergoeding gerechtigd is, toegekend aan de mijnwerkers die ontslagen zijn wegens sluiting van de onderneming, ten laste van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken;

13° de niet-bezoldigde gewettigde afwezigheidsdagen omwille van verlof om dwingende redenen of zij nu ineens dan wel met gedeelten worden toegekend. De gelijkstelling blijft evenwel beperkt tot maximaal tien dagen per jaar, of zij nu ineens dan wel met gedeelten worden toegekend. »

Art. 31. Artikel 59, tweede lid, van dezelfde samengeordende wetten, vervangen bij de wet van 22 december 1989, wordt vervangen als volgt :

« Voor de toepassing van dit artikel wordt een deeltijdse werknemer beschouwd hoofdzakelijk de hoedanigheid van werknemer te hebben wanneer de contractueel gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de betrokken werknemer ten minste de helft bedraagt van de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de maatpersoon. »

Art. 32. Artikel 77 van dezelfde samengeordende wetten, gewijzigd bij de wetten van 27 maart 1951, 30 juni 1981, 1 augustus 1985, 22 februari 1998 en 10 juni 1998 en bij de koninklijke besluiten van 10 april 1957, 25 oktober 1960, 13 september 1983, 31 maart 1987 en 21 april 1995, wordt vervangen als volgt :

« Art. 77. Behoudens in het geval voorzien bij het artikel 78, is elke werkgever aangesloten bij een krachtens artikel 19 erkende compensatiekas, bij een speciale kas waarvan sprake in artikel 31, of bij de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, er toe verplicht voor elke persoon die niet onderworpen is aan de wetgeving betreffende de maatschappelijke zekerheid der loonarbeiders, der mijnwerkers en gelijkgestelden of der koopvaardijzeelieden en die hij te werk stelt krachtens een arbeidsovereenkomst, een bijdrage te storten van 122 F voor elke dag van normale werkelijke arbeid.

Met werkelijk verrichte arbeidsuren worden gelijkgesteld de uren die gewoonlijk zouden worden verricht op de dagen die luidens het derde lid aanleiding geven tot gelijkstelling.

Voor de toepassing van dit artikel dienen met de dagen van normale werkelijke arbeid gelijkgesteld :

a) de dagen gedurende welke geen enkele arbeidsprestatie werd volbracht gedurende zes maanden wegens ziekte of ongeval;

b) de inhaalrust;

c) de wettelijke vakantie, de vakantie krachtens algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst en de bijkomende vakantie;

d) de feestdagen en de vervangingsdagen;

e) de dagen voor de welke een loon wordt uitbetaald.

De Koning kan de in het derde lid gegeven opsomming aanvullen. »

Art. 33. In dezelfde samengeordende wetten wordt een artikel 173septies ingevoegd, luidende :

« Art. 173septies. Voor de toepassing van deze samengeordende wetten gelden de definities van de arbeidstijdgegevens zoals vastgesteld bij koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

Art. 34. Dit besluit treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Art. 35. Onze Minister van Werkgelegenheid, Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE